

ont pu part à l'édifice, ont supporté les épreuves et les fatigues avec la plus grande énergie, ont montré une résolution et une bravoure au-dessus de tout éloge. Leurs efforts ont été couronnés par un succès qui nous permet d'espérer, d'ici à un terme prochain, le dénouement final. (Applaudissements.)

L'Assemblée, consultée, décide après cette communication qu'elle passera à une seconde délibération sur la proposition relative aux réquisitions effectuées contre les particuliers pendant le commencement de la guerre par les autorités civiles et militaires.

L'ordre du jour est épuisé.

Défini, à une heure, réunion dans les bureaux. — Séance publique à 3 heures. L'ordre du jour porte la discussion sur la prise en considération de diverses propositions.

La séance est levée à 4 heures.

LETRE DE VERSAILLES

Correspondance particulière du JOURNAL DE ROUBAIX.

La proclamation du gouvernement au peuple de Paris coïncide avec un nouvel effort de l'armée. C'est de matin, qu'une partie des batteries de Montretout a été démantelée, et nous entendons une furieuse canonnade. Il y a huit jours, on croyait qu'une porte de Paris serait livrée à l'armée. Tout était prêt pour qu'elle profitât de la surprise. Plusieurs versions circulent : on ne sait pas au juste pourquoi le coup a manqué. En tout cas, il paraît qu'on a renoncé à ce moyen, et le gouvernement annonce clairement sa volonté d'entrer de vive force dans Paris. On ne négocie plus, on canonne, on bombarde et l'on prépare l'assaut. C'est par là qu'on aurait dû commencer, si je n'ai entendu dire à bien des officiers, et ce serait fini depuis trois semaines.

Les nouvelles qu'on nous apporte ici de Paris ne sont guère rassurantes : on dit que trois enceintes de barricades ont été créées pour arrêter les troupes, même après un assaut victorieux ; d'un autre côté, on prétend que les fédérés arment de canons l'enceinte depuis Saint-Ouen jusqu'à la Chapelle, contrairement aux stipulations des préliminaires de paix. Est-ce que les fédérés voudraient faire en sorte que les Prussiens se crussent en droit d'entrer dans Paris par le Nord, tandis que les troupes de Versailles entreraient par l'Ouest ou le Sud ?

Voici une parole prononcée par un député de la gauche républicaine et que je reproduis sans réflexions ; le lecteur pourra en tirer les commentaires qu'il voudra : « L'Assemblée ne songe plus pour le moment, malgré les efforts de quelques groupes, à se déclarer constituante ; elle a compris que la querelle aujourd'hui est entre la République et l'Empire. »

On a beaucoup parlé dans ces derniers temps, d'un journal qui se publie à Londres, la Situation, et que l'on disait l'organe d'une conspiration bonapartiste. Or, il paraît que ce journal est tout simplement l'organe du sieur Hugelman ; il a été désavoué par le Drapeau, le journal officiel des amis de l'Empire, et on cite même ce fait que, pendant que le Drapeau était régulièrement saisi à la frontière, la Situation entrait librement en France.

A la Chambre, avant l'ouverture de la séance, on s'occupe beaucoup du plafond de verre, qui donne à la salle une excellente lumière ; de la proclamation du gouvernement, à propos de laquelle un député girardin fait cette observation : « Si l'on n'a pas pu, il y a quatre mois, faire une trouée pour délivrer Paris, il faudra en faire une pour le conquérir ; enfin, de l'interpellation annoncée de M. Baze sur la convocation des conseillers municipaux à Bordeaux.

M. Baze n'a plus de voix et parle très vite ; on distingue à peine quelques

mots : il lit les documents que tout le monde connaît. On n'entend rien, s'écrie une voix. — Mais si, dit une autre, on entend quelque chose ! — M. Baze proteste contre la qualification de ruraux donnée aux députés, et conclut en disant que la Chambre, c'est la nation elle-même.

M. Picard commet d'abord une petite maladresse de langage qui provoque les murmures de la droite, puis il déclare factieux ceux qui convoquent la réunion de Bordeaux ou se proposent d'y assister ; alors, la droite applaudit, et M. Picard obtient enfin un succès complet, ce qui est rare pour lui maintenant, quand il déclare que le gouvernement a pris les mesures nécessaires pour empêcher la réunion, dans le cas où cet avertissement ne suffirait pas.

CH. CAHOT.

(Autre correspondance)

Versailles, 9 mai.

MM. Jules Favre et Pouyer-Quertier ne sont pas encore arrivés. On sait cependant que les négociations pour la paix définitive avancent rapidement. Ce n'est pas pour le plaisir d'entrer à Paris que les Prussiens ont menacé à divers reprises d'intervenir. Ils trouvent que depuis trois mois que les préliminaires de paix sont signés, la ratification définitive devrait être intervenue. D'autre part, ils n'ont aucune velléité de s'immiscer dans nos affaires intérieures. Ils sont et veulent demeurer des créanciers, veillant sur leur gage, mais rien de plus. Il est complètement inexact qu'ils aient jamais songé à une restauration bonapartiste. Ils savent trop bien et ils l'ont prouvé dans la correspondance diplomatique, combien l'armée prisonnière en Allemagne a honte de l'Empire. Il est probable que les difficultés relatives au mode de paiement des cinq milliards et aux détails de l'occupation sont en voie de règlement. M. de Bismark voudrait du comptant, des espèces ; il répugne à accepter des rentes. On répond que les rentes étant négociables, transmissibles à des tiers porteurs, il n'y a aucun risque que la France se refuse un jour à les payer. D'autre part, l'armée allemande, fatiguée d'un si long séjour en pays étranger, demande à retourner dans ses foyers. C'est pourquoi, il est urgent de régler les questions préalables à l'évacuation de la première zone.

Il y a beaucoup d'animation aujourd'hui dans le monde officiel. Cela sent la poudre. L'attaque décisive ne saurait tarder. On dit que la batterie de Montretout a été essayée ses feux hier et que les premières salves ont prouvé combien l'action de la batterie était formidable. Trois ou quatre bastions des fortifications ont été littéralement rasés, c'est-à-dire démantelés de toutes leurs pièces, bouleversés dans tous leurs ouvrages ; les épaulements ne tiennent pas, ni les casemates contre des obus de cette force.

Dans l'Assemblée, un mouvement d'apaisement se produit. Tout le monde comprend que le calme est nécessaire. Il a été convenu dans les différents groupes — il y en a cinq à la réunion des Réservoirs — monarchistes purs — le cercle Ferry, monarchistes politiques, résignés à la République ; le cercle des conservateurs — républicains moitié résignés, moitié républicains par raison ; la gauche modérée ; enfin la gauche radicale, dans laquelle même il y a le groupe des neuf — il a été convenu, disons-nous, que toutes les questions délicates seraient ajournées.

La gauche, même la gauche radicale, regrette que la proposition de M. Quinet et autres n'ait pas été retirée. Elle comprend la faute commise ; des explications

ont eu lieu dans une petite réunion, hier soir. On peut espérer que, d'ici à quelque temps, aucune proposition, aucune interpellation ne sera faite qui puisse provoquer un orage.

On annonce comme probable l'apparition de deux journaux, organes des deux nuances du parti républicain. Des ordres très précis, très énergiques ont été donnés pour empêcher toute réunion à Bordeaux, des délégués des conseils municipaux. Des forces plus que suffisantes ont été réunies et le Gouvernement a résolu de maintenir l'ordre pour les moyens les plus énergiques. On affirme que les délégués des départements voisins de Paris ont fait savoir au Gouvernement qu'ils restaient chez eux.

Dépêches Télégraphiques

Service particulier du Journal de Roubaix

Paris, 9 mai, 10 h. 40 soir.

Depuis sept heures du soir, la canonnade autour de Paris a presque cessé. Un grand découragement est visible ce soir parmi les groupes de gardes nationaux partisans de la Commune. Il y a des bruits de désaccord sérieux entre Rossel, le Comité de salut public et la Commune.

Il existe une grande panique dans la population d'Auteuil et du Point-du-Jour, par suite du bombardement de cette partie de l'enceinte par les batteries de Montretout et de Brimborion. La porte d'Auteuil est complètement démantelée.

Plusieurs incendies ont éclaté à Auteuil et au Point-du-Jour.

Berlin, 10 mai.

Dans la réunion de la commission du Parlement chargée d'examiner le projet de loi sur l'incorporation de l'Alsace et de la Lorraine, M. Delbruck a déclaré qu'au lieu d'une division par arrondissement, il sera introduit une division par cercle.

Il sera formé, en outre, trois grands districts analogues aux anciens départements.

On ignore si une autorité centrale sera établie, ou si la chancellerie fédérale exercera l'administration centrale.

Il sera formé une autorité centrale pour l'administration des douanes et impôts.

Le premier alinéa du 3e paragraphe contenant la proposition de M. Lamay et ainsi conçu : « L'Empereur exerce les pouvoirs d'Etat en Alsace et en Lorraine, » a été adopté.

Versaille, 9 mai.

A cause du bombardement, un nombre énorme de personnes ont quitté Paris.

On dit que l'assaut doit être livré dans la nuit par le corps du général Douai.

Londres, 9 mai.

La chambre discute longuement la proposition de M. Miall tendant à abolir l'établissement de l'église protestante en Angleterre.

MM Gladstone et Disraeli s'opposent à la proposition, qui est rejetée par 304 voix contre 89.

Comme Pyat a senti le besoin d'un comité de salut public, Rochefort et Vallès ont senti le besoin d'une victime cloîtrée. En politique sociale, cette pièce n'est pas moins indispensable que les pièces, le poignards, les bois de la Commune et l'Empire. Cela saute, cela force les portes, et cela tue.

Il leur fallait donc une victime cloîtrée. Ils l'ont trouvée au couvent de Picpus, faubourg

ces explications fort naturelles d'un événement inconcevable. — Mais William demanda bas au paddy : — Espère, Ton, que vous n'êtes pas pillé contre cette quipée à vos amis ? Dépeuiller un courrier officiel, sur le grand chemin de la reine, n'est pas une plaisanterie !

(La suite à un prochain numéro.)

THÉÂTRE DE ROUBAIX

Deuxième représentation de l'abonnement

Jeu de 11 mai 1871

Une seule représentation de

Mme Jusse, premier sujet de Gymnase et de l'Éldorado de Paris.

Lettre d'un noble breton Poësie de François Coppée, lité par M. Jusse. Le Sentier de la vie roman de M. Wach ; Par le Trou de la serrure, chansonnette de F. Barbier ; La Prendre Fenille, roman de G. Lefort ; La Boie Année, chansonnette de M. G. Lesort, interprétées par Mme Jusse.

Le dépit amoureux, comédie en deux actes, de Molière.

La veuve aux œillottes, comédie vaudeville de MM. Scribe et Delacour.

Les jurons de adillac, comédie en 1 acte, de Pierre Berni.

On commença à 7 heures 1/2.

Saint-Antoine, récemment pillé. Même ils ont trouvé trois. Trois pauvres folles que leurs sœurs gardaient pour ne pas les livrer aux maisons spéciales. Deux ont été mises à l'abri par la charité communale, très honnêtement, dans une caserne. La troisième est restée au couvent envahi, sous l'égide des gardes nationaux et d'une « brave et toyeune », mariée ou non, qui la montre au peuple.

La-dessus, les gens de Rochefort et de Vallès rebâtissent l'histoire des crimes des couvents. Jamais elle ne fut rebâtie par des goudjats plus ineptes. Les instruments de torture, les cachot, les souterrains pour affermir le couvent des femmes au couvent des hommes, les ossements qui « doivent être » des ossements humains et des ossements d'enfants supprimés. Ils y fourrent tout. Leurs imaginations sales, mais bêtes et stériles, n'ajoutent rien à ce qui est ancien et commun. Il y a de nouveau simplement ceci : « Un ouvrage sur la manière de faire avorter, » écrit par un capucin nommé Bonquet et « trouvé dans la cellule de la supérieure ! »

D'où il suit naturellement, que les couvents sont des lieux de débauche, des écoles de crime, — et que Dieu n'existe pas. C'est la conclusion formelle du Cri du peuple, par le citoyen Vallès, ex-pion dans l'Université, ex-pire au Figaro, présentement ministre.

On imagine les déclarations de ces vertueux, qui défont leurs sœurs de Saint-Lazare pour les faire maitresses d'école et infirmières à la place de nos sœurs de charité. Entre Rochefort et Vallès, Vermorel finira par faire figure d'homme de bien.

Rochefort a délégué un rédacteur à au crime et au my-thère de Picpus. Il n'a pas en la main heureuse. Son choix est tombé sur un mascalut qui manque de génie jusqu'à n'être pas absolument sans conscience. Invité par « les honorables gardes nationaux », à visiter ce théâtre de crimes, il s'y est rendu avec sa boîte à couleurs. Il a tenu qu'il a tout vu, et son tableau atteste qu'il n'y a rien à voir. En outre, il raconte comment une « cur, non folle et non intimidée, qu'il s'est permis d'interroger, a fortement mitigé son insolence naturel.

Il ne garantit pas les ossements ; il n'a pas vu « le souterrain qui fait communément le couvent » avec un établissement de religieux situé tout en face ; il n'a pas vu « le taité des avortements trouvé chez la supérieure ». Tout cela sont les dires « honorables gardes nationaux ». Il les rapporte, il les croit ; il aimerait mieux passer pour ruit que de ne pas les croire ; mais pourtant l'imbécile ne veut pas articuler qu'il a vu. Tu n'iras pas loin, galopin démocratique et social, si tu t'embarasses de ce reste d'honneur ! Et enfin qu'as-tu vu ?

Il a vu la sœur Bernardine, grande première victime cloîtrée ; il a vu les instruments de torture ; il a vu un berceau... un très-petit berceau !

Quant à la sœur Bernardine, elle a cinquante ans. Elle se porte bien, mais « ses paupières boursoffées » attestent de longues et horribles souffrances. Elle se plaint d'avoir été mal courrie et bien battue. Elle ne se plaint pas de son mariage, elle baisse les yeux, et tout bas, tout bas elle murmure le nom du père Raphaël !... Le notre galopin étouffe un soupir et dérobe un pleur.

Quant aux instruments de torture, il en donne une description travaillée, destinée à faire frémir et qui a dû lui coûter gros. Des sommiers étroits, déchirés, couverts de crochets et de courroies, une couronne de fer toute rouillée, un carcan étroit, un poignard, une tringle de fer terminée en fouche, « évidemment destinée à assujettir le malin, » un corslet de fer, avec des courroies, d'autres tringles, un support « dans lequel on fixe probablement les pieds de la patiente », un tourniquet, etc., etc. et fin « toutes ces horreurs » religieuses dans une chapelle entourée « d'immeubles terrains vagues, qu'aucun cri, si poignant fut-il, n'a jamais pu franchir ! Le rochefortin se demande « à quoi les religieuses employaient-elles cet attirail, qui rappelle assez bien ce qu'on a trouvé plus d'une fois à Rome ou en Espagne, dans les caves de l'Inquisition ». Il répond que, peut-être, l'enquête le dira. Mais en attendant, il propose sa petite idée, fort digne de lui : « On commence à couvrir, dit-il, quand on a vu près de l'un de ces sommiers, un tout petit berceau » qu'il n'a pu évidemment recevoir que des nouveau-nés.

Ce qu'il y a d'abominablement plaisant c'est que le gredin ignore rien du tout, et il en convient. Ayant rencontré l'une des sœurs prisonnières, il a eu l'impudence de la questionner. Avec le dédain convenable, très-sensible dans sa propre relation, elle lui a dit que les sommiers étaient de vieux lits orthopédiques et que le berceau servait à faire une représentation de Jésus dans la crèche. Ensuite, quoiqu'il voulait continuer l'entretien, elle l'a planté là, suffisamment déconfit. Il trait cette religieuse de Bismarck féminin. Le fait est qu'elle l'a Bismarcké. Mais il n'a pas voulu perdre sa description ; et, comme on le voit, il se venge.

Tels sont « les crimes et les my-thères » du couvent de Picpus, d'après les propres inventeurs. On y a trouvé, en résumé, trois religieuses folles, deux vieux lits orthopédiques et une crèche. C'est, d'ailleurs, tout ce qu'il faut à Paris, en ce moment, pour être pillé, volé, emprisonné, diffamé par la racaille à plume, et être par la racaille à dents, rien ne peint mieux la Commune et les commueneux.

Il se sont particulièrement rués sur cette congrégation de Picpus. Avant de piller les religieuses, il avaient pillé les religieux.

Nulle part ils n'ont manqué de fuir, tantôt volés, tantôt communiés de sacrilège. Dans l'église de la sainte Vierge, fuillé une statue de Saint-Pierre et une statue de Saint-Joseph, brisés les reliquaires, enlevés les ostensoirs et les vases sacrés. Dans les cellules, ils ont coupé les bras des braves, décapité les images pieuses, brulé papiers et livres. Ils ont arrêté tous les religieux prêtres et frères et les tiennent en leurs verrous. Ils ont enfermé pendant deux jours, dans un cachot, le frère Louis-Jacot, infirme. Ils ont mis le revolver sur la poitrine d'un autre (le frère Beunat) et l'ont sommé de jurer qu'il n'y a pas de Dieu. Le frère a dit tranquillement : En bien ! je jure qu'il y a un Dieu ! Et il n'a pas été tué — ils l'ont dit, — pour ne pas faire un martyr, calcul que le bon père ne leur pardonne pas aisément. Quelques-uns de ces pères savent bien ce qu'ils font. A l'égard des religieuses, on voit ce qu'ils ajoutent. C'est tout à la fois plus savant, plus scélérat, et plus lâche. Insulter des femmes et des vierges, et de cette façon, l'art ne saurait aller plus loin. Ce Paris, cette Commune et cette littérature sont pleins de ces artistes, tous consommés.

Pour les catholiques, un mot expliquera cette préférence donnée à la congrégation de Picpus. Il est probable que les exécuteurs n'en connaissent pas la cause.

La congrégation des Sacré-Cœurs, dite de Picpus, a été fondée en 1754, dans le sang versé par la Terreur, encore chaud, l'on peut le dire. Elle naquit de ce sang, elle sortit des tabernacles brisés et des horreurs profanées par les scélérats qui s'étaient targués d'annoncer la foi catholique. Elle leur attela que Jésus-Christ vivait toujours, que l'Eglise était toujours féconde, que le sang des martyrs était toujours une semence de chrétiens, et qu'il n'y avait plus de terre stérile. Ce sang était répandu.

Joseph Gaudin, hon et saint père de Poitiers, assista d'une pieuse femme, étouffit la double congrégation, hommes et femmes, pour l'adoration perpétuelle et pour la réparation des outrages faits au Saint-Sacrement dans les tabernacles. C'est le but spécial. On y ajouta l'éducation et l'assistance des enfants pauvres, les missions dans les campagnes et les missions lointaines.

En 1814, les deux congrégations vinrent s'établir à Picpus, près du lieu des exécutions révolutionnaires, sur le lieu même, sur le champ des martyrs où des victimes avaient été enterrées. Des personnes pieuses leur donnèrent une partie de ces terrains sanglants qu'elles avaient achetées, non que la prière pour les morts, victimes et bourreaux, n'y cessât point. Les gens de la Congrégation viennent de violer ces cimetières ; ils les ont fouillés, ils ont ouvert et profané les caveaux, toujours purs et chastes des femmes ; ils ont jeté cela au ruisseau, et les ossements qu'ils produisent appartiennent sans doute aux innocents que leurs pères de 1793 ont assassinés.

A travers diverses vicissitudes, généralement dures et cruelles, la Congrégation est néanmoins prospère. Elle remplit son but. Les religieuses que Rochefort et Vallès ont saisi pour activer le débit languissant des leurs filles, avaient, et en grande partie nourri, et habillaient plus de trois cents petites filles pauvres de ce quartier, au milieu duquel elles peuvent être mesurées en ce jour. Ses missions sont florissantes. Elle gouverne trois districts de France, émane, les fils Gambier, le Marquis et les nobles. Elle y a porté la civilisation chrétienne à la place de la barbarie et de l'anthropophagie. L'évêque d'Honolulu et l'évêque de Marquis étaient au Concile ; ce sont deux fondateurs de peuples. Nous avons lu des lettres qu'ils rec valent de leurs diocèses, dont les grands-pères et les pères étaient des sauvages. Mgr Maigret, évêque apostolique d'Honolulu, a bâti des églises, a fondé une langue, établi une imprimerie. Il nous a donné des livres, des cantiques, un journal qu'il a composés lui-même, de son écriture et de ses mains, dans son imprimerie d'Honolulu. Lui et son collègue ont trouvé pour leurs sœurs des femmes assez généreuses pour se donner à ces missions d'où l'on ne revient guère. Elles y souffriront toutes les privations et tous les travaux de l'apostolat, mais elles n'y seront insultées que par les journaux protestants et franc-maçons qui vont traduire à bas les infectes colomnes de la barbarie et de l'anthropophagie renaissantes chez nous.

Les révolutions démocratiques et sociales sont faites pour détruire ces œuvres. Elles donnent aux Mirats et aux Roberts le plaisir de « racoler » les livres de la Bibliothèque. Elles mettent les Turbignis sur l'autel de la Raison, et elle attachent au pilori l'honneur de vierges sacrées, en attendant qu'elles les égorgent.

La religion grandit au milieu de tout cela et se relève plus brillante. Mais les sociétés qui le permettent se dégradent et meurent ignominieusement jusqu'à ce que la justice les délivre par le glaive, et la liberté individuelle par le bâton.

LOUIS VEULLOT.

LE CABINET NOIR

La pièce suivante sur le Cabinet noir a été trouvée dans un des bureaux de l'administration des postes de Paris par le délégué de la Commune. Elle a été évidemment écrite sous l'Empire par un employé des postes. Nous ignorons si elle était alors destinée à être reproduite à paru très-intéressant de la reproduire :

Le cabinet noir est situé au premier étage